L'Afrique invitée à corriger ses faiblesses électorales

PANA, 27 janvier 2011Addis-Abeba, Ethiopie - Les ministres africains des Affaires Ã©trangÃ¨res rÃ©unis ce jeudi dans la capitale Ã©thiopienne, Addis-Abeba, font l'objet de pression de la part de leurs partenaires Ã©trangers sur la nÃ©cessitÃ© de corriger les faiblesses Ã©lectorales sur le continent Ã l'origine du genre de la crise post-Ã©lectorale en CÃ´te d'Ivoire.Le chef de la diplomatie danoise, Lene Espersen, a dÃ©clarÃ© lors de la session d'ouverture de la rÃ©union du Conseil exÃ©cutif de l'UA que malgrÃ© les progrÃ¨s faits dans le domaine de la dÃ©mocratisation, les difficultÃ©s Ã organiser des Ã©lections libres justes et l'absence d'institutions Ã©tatiques convenables constituaient une tendance prÃ©occupante en Afrique.
"C'est malheureux d'avoir vu rÃ©cemment un certain nombre de remises en question des processus et institutions Ã©lectorales, la CÃ´te d'Ivoire est la derniÃ¨re en date", a-t-il observÃ©.Toutefois,Â selon M. Espersen bien que ces incidents soient dÃ©cevants, "la rÃ©ponse ferme du continent a montÃ© que l'Afrique possÃ¨de un ensemble de normes dÃ©mocratiques dÃ©finies et d'institutions bien dÃ©veloppÃ©es pour faire face Ã ce genre de dÃ©fis". Le sous-SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'ON Abdoulie Janneh, a, quant Ã lui, dit que l'adoption d'idÃ©aux dÃ©mocratiques forts par l'UA, visant Ã amÃ©liorer la Bonne gouvernance en Afrique, Ã©tait en bonne voie."L'adoption de la Charte sur la dÃ©mocratie, les Ã©lections et la Bonne gouvernance atteste davantage de la ferme conviction et engagement de l'Afrique Ã Ã©tablir une architecture de gouvernance pour renforcer son agenda", a notÃ© M. Janneh.Cependant, l'officiel de l'ONU a invitÃ© les dirigeants africains Ã reconnaÃ®tre que la vision d'un continent totalement dÃ©mocratique restait un rÃªve. "Nous devons accepter qu'il existe toujours un fossÃ© entre notre vision en matiÃ¨re de gouvernance et les rÃ©alitÃ©s complexes et difficiles de notre vaste continent", a rappelÃ© M. Janneh. "IndÃ©niablement, les processus Ã©lectoraux dans certains de nos pays se sont heurtÃ©s Ã des dÃ©fis qui doivent Ãªtre mieux compris et traitÃ©s".Pour sa part, le ministre japonais des Affaires Ã©trangÃ¨res, Takeaki Matsumoto, a annoncÃ© que son pays Ã©tait disposÃ© Ã dÃ©velopper des relations plus fortes avec l'Union africaine dans troi domaines."Le premier pilier de la politique japonaise envers l'Afrique est de contribuer Ã la paix et la stabilitÃ©", a dit le ministre.Le deuxiÃ¨me pilier consiste Ã amÃ©liorer les contributions du Japon au dÃ©veloppement de l'Afrique Ã travers l'aide, ajoutant que, en ce sens, le Japon offre Ã l'Afrique 380 millions de dollars pour mettre en place des mesures de prÃ©paration aux catastrophes et contre les catastrophes et que le Japon veut amÃ©liorer ses relations commerciales avec l'Afrique Ã travers l'accroissement des investissements et l'amÃ©lioration des services de soins de santÃ©.Le troisiÃ¨me pilier, selon M. Matsumoto, porte sur la coopÃ©ration avec l'Afrique dans la distribution de l'aide promise Ã l'Afrique pour faire face aux problÃ¨mes liÃ©s au changement climatique et la coopÃ©ration avec l'Afrique sur des questions d'ordre global.Les ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res de l'UA, rÃ©unis pour proposer un agenda fort au sommet des dirigeants africains prÃ©vu ce week-end Ã Addis-Abeba, doivent faire ressortir l'importance de mettre en application les diffÃ©rentes chartes relatives aux Ã©lections et Ã la dÃ©mocratie.La Charte africaine sur la dÃ©mocratie, les Ã©lections et la gouvernance, adoptÃ©e lors de la 8Ã¨me session ordinaire de l'AssemblÃ©e de l'UA en janvier 2007, reste dans une large mesure non appliquÃ©e faute d'avoir Ã©tÃ© ratifiÃ©e par la majoritÃ© des 53 Etats africains.La Charte a reÃ§u 29 signatures et seuls quatr pays, dont l'Ethiopie, le Ghana et la Mauritanie, l'ont ratifiÃ©e. Il faut au moins 15 ratifications pour qu'elle entre en vigueur.